

## Protection du patrimoine

CINEY. — Un arrêté ministériel du 25 septembre 1997 classe comme site le parc Saint-Roch à Ciney, conformément aux dispositions des articles 351 à 359 et 361 et 362 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine.

GENAPPE. — Un arrêté ministériel du 1<sup>er</sup> septembre 1997 classe comme monument la chapelle du Try-au-Chêne et la potale Notre-Dame d'Alseberg à Bousval et classe comme site l'ensemble formé par ces monuments et leurs abords, conformément aux dispositions des articles 351 à 359 et 361 et 362 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine.

PHILIPPEVILLE. — Un arrêté ministériel du 19 septembre 1997 classe comme monument la totalité de l'église Saint-Jean-Baptiste à Neuville, conformément aux articles 351 à 359 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine.

TUBIZE. — Un arrêté ministériel du 28 août 1997 abroge l'arrêté royal du 5 mars 1936 classant la chapelle Saint-Roch et le vieux charme qui l'ombrage à Oisquerq.

VIRTON. — Un arrêté ministériel du 28 août 1997 classe comme monument le kiosque à musique sis place Georges Lorand à Virton, conformément aux dispositions des articles 351 à 359 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine.

Une zone de protection limitée à l'espace public de la place Georges Lorand est établie conformément aux dispositions de l'article 364 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine.

## MINISTÈRE WALLON DE L'EQUIPEMENT ET DES TRANSPORTS

## 26 SEPTEMBRE 1997. — Arrêté ministériel relatif à l'expropriation de biens immeubles à Ath (Ormeignies)

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Équipement et des Transports,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifiée par les lois du 8 août 1988, du 5 mai 1993 et du 16 juillet 1993, notamment l'article 6 § 1<sup>er</sup>, X, 1<sup>o</sup>;

Vu la loi du 26 juillet 1962 relative à la procédure d'extrême urgence en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique, notamment les articles 1<sup>er</sup>, 4 et 5;

Vu le décret du 6 mai 1988 relatif aux expropriations pour cause d'utilité publique, poursuivies ou autorisées par l'Exécutif régional wallon;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 1997 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement, notamment l'article 24;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 décembre 1996 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement, notamment l'article 3;

Vu la loi du 29 juillet 1991 et attendu que le présent arrêté ministériel est motivé :

- a) Considérant qu'il est d'utilité publique d'assurer la sécurité des cyclistes à cet endroit;
- b) Considérant que le but de ces expropriations est la réalisation de pistes cyclables et l'aménagement de la route n° N527;
- c) Considérant que la prise de possession immédiate est indispensable;

Vu l'arrêté ministériel du 18 septembre 1996 relatif aux expropriations à réaliser sur le territoire de la ville d'Ath (Ormeignies),

**Article unique.** Il est indispensable pour cause d'utilité publique de prendre immédiatement possession des immeubles nécessaires à la réalisation, par la Région wallonne, de pistes cyclables, de fossés, de plantation d'arbres et d'alignement sur le territoire de la ville d'Ath (Ormeignies) figurés par une teinte jaune au plan n° H.N.527.A.3-23/5 ci-annexé, visé par le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Équipement et des Transports, complémentaire au plan n° H.N.527.A.3-23 annexé à l'arrêté ministériel du 18 septembre 1996.

En conséquence, la procédure en expropriation des immeubles précités sera poursuivie, conformément aux dispositions de la loi du 26 juillet 1962 et leur occupation en location, conformément aux alinéas 2 et suivants de l'article 13 de la loi du 9 août 1955.

Namur, le 26 septembre 1997.

M. LEBRUN